

**Centre Coopération & Développement**

CM 2  
STATION 10  
CH-1015 LAUSANNE

Tel: +41 21 693 60 12  
E-mail: [cooperation@epfl.ch](mailto:cooperation@epfl.ch)  
Web Site: <http://cooperation.epfl.ch>

---

Le monde urbain en développement :  
Recherche et action dans les pays du Sud,  
quelle perspective se donner depuis l'Europe ?

Prof. Jean-Claude Bolay  
Chaire UNESCO "Technologies pour le Développement"  
Directeur du CODEV (Centre Coopération & Développement)  
& LaSUR / ENAC  
Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL)  
Suisse

AdP – Villes en Développement  
Association de Professionnels  
Recherche et action  
au service de la ville durable  
EIVP, Paris  
Journée d'étude du 6 septembre 2013

---

Le monde urbain en développement :  
Recherche et action dans les pays du Sud, quelle perspective se donner depuis l'Europe ?

- 1) Introduction
- 2) Les enjeux de l'urbain dans le Sud : constances et diversités
- 3) Acteurs en mouvement, qui fait quoi, comment et pourquoi ?
- 4) Convergences (ou pas) entre perspective globale et actions sectorielles
- 5) Une recherche urbaine qui se cherche ? Pensée holistique et spécificités du Sud
- 6) La recherche urbaine en Europe, un état de la question
- 7) Sans conclusion, des pistes pour le futur

Introduction:

Ma première réflexion tient du mystère (au sens quasi médiéval du terme), une interrogation fondamentale qui traverse mon parcours de chercheur urbain, enseignant, expert, consultant, depuis près de 30 ans ... et que je retrouve mise en lumière à l'occasion de discussions, formelles ou informelles, de lectures d'articles scientifiques, de colloques de réflexion ou de rapports d'analyse (comme celui excellemment rédigé il y a peu par l'équipe GEMDEV IRD pour le MAE) : Pourquoi y a-t-il si peu de recherches sur l'urbain dans les pays émergents et en développement, alors que ce processus polymorphe représente sans nul doute une des caractéristiques les plus marquantes et influentes de la transformation du monde contemporain, dans ses dimensions démographiques, sociales, économiques, environnementales, tout comme dans ses dynamiques financières, matérielles, infrastructurelles, institutionnelles et politiques.

Le monde change, profondément, les polarités se recomposent sur la planète, et les villes en sont les moteurs, pôles de production économique et de commerce, nœuds de pouvoir et centres de décision, lieux de concentration de population.

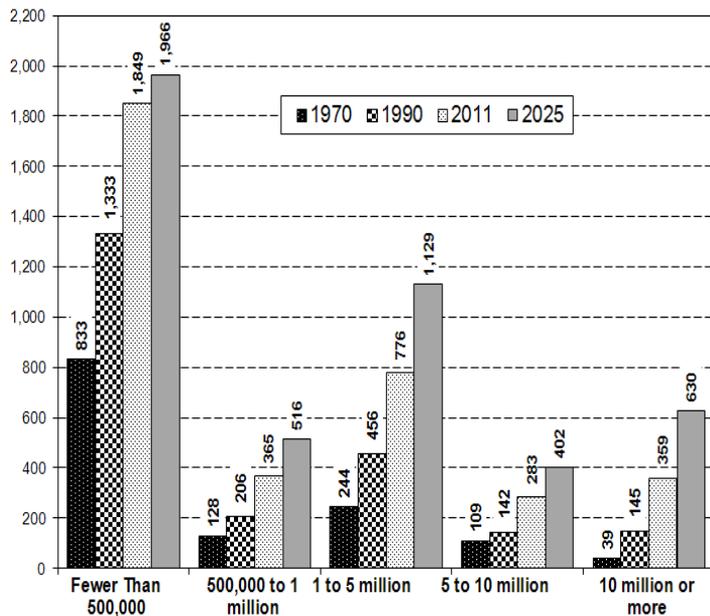
Or la coopération urbaine apparaît relativement modeste, la recherche urbaine en général plus encore, la recherche sur les questions urbaines dans le Sud notamment discrète.

Cela ne remet nullement en question à mes yeux la pertinence de notre travail, individuel ou collectif, dans son engagement, sa rigueur, sa qualité. Je cherche simplement et honnêtement à comprendre le pourquoi de cette apparente marginalité, persuadé qu'elle n'est pas le fruit du hasard, mais symptomatique certainement de logiques à décrypter, de rapports de forces à révéler, de processus de globalisation du monde encore peu perceptibles, mais réels et présents.

Ma communication tournera autour de ces questionnements, en rappelant les enjeux du monde urbain actuel et futur, en revisitant rapidement les acteurs en place et leurs agissements pour repositionner les chercheurs et leurs travaux, les modes d'interaction entre décideurs, opérateurs et académiques, puis en tentant d'esquisser, à partir d'expériences aussi bien européennes que propres aux travaux menés depuis l'EPFL, des pistes visant à redéfinir et dynamiser la recherche urbaine en faveur du développement durable des pays du Sud.

## 1. Les enjeux de l'urbain dans le Sud : constances et diversités

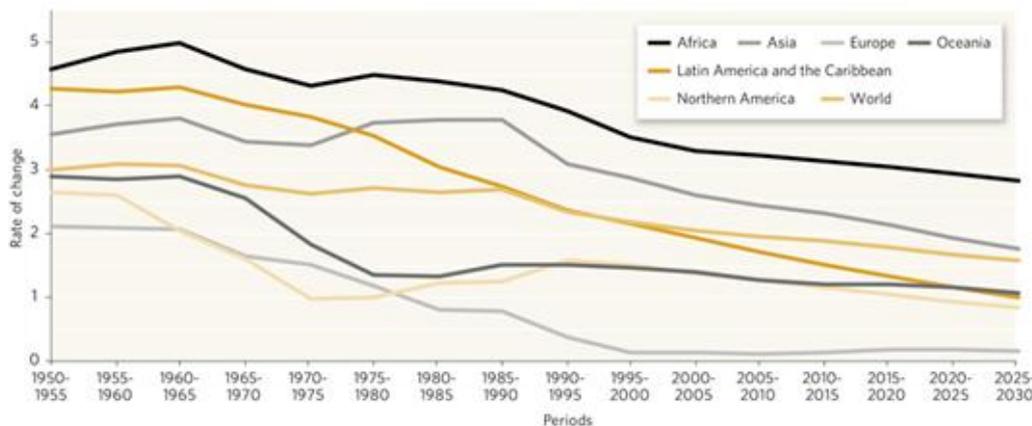
Même si connus des spécialistes les faits méritent d'être rappelés, le XXe siècle a été celui de l'urbanisation du monde, faisant passer le nombre de citadins de 262 millions en 1900 à plus de 3 milliards en 2000. Et cela se poursuit, en priorité dans les régions où cette mutation est ascendante, Asie et Afrique. Entre 2000 et 2025, la population urbaine des pays industrialisés occidentaux passera de 922 millions à 1,1 milliard d'individus. Dans les pays émergents, cette même population urbaine aura doublé, de 2,2 à 4,4 milliards (UN, 2011 ; UNFP, 2007). Et sa répartition par type de ville démontre au niveau mondial la diversité des situations, et la part importante des villes de tailles moyenne et petite (moins de 500.000 habitants) qui croissent rapidement et reste peu étudiées en comparaison avec les métropoles et mégapoles, plus attractives tant au niveau des chercheurs que des décideurs: En 2025, selon les chiffres des Nations Unies, les villes de moins de 500.000 habitants accueilleront 42% des citadins, représentant le type d'agglomération la plus représentée au monde, 11% des individus vivant dans des villes de 500.000 à un millions d'individus, 24% dans des métropoles de 1 à 5 millions, 9% dans des villes de 5 à 10 millions et 14% dans des mégapoles de plus de 10 millions de résidents. S'il est évident que la part des villes de plus d'un million augmente à travers le temps, passant de 29% en 1970 à 47% en 2025, les villes de taille plus modeste, avec moins de 500.000 habitants, voient leur positionnement statistique diminuer, évoluant de 62% en 1970 à 42% en 2025. Mais leur poids, en chiffres réels, explose, faisant plus que doubler au cours de ces 55 années, de 833 millions en 1970 à 1966 millions d'individus prévus en 2025.



**Source:** United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division: *World Urbanization Prospects, the 2011 Revision*. New York, 2012

Lorsque l'on cherche à marquer cette évolution globale sur la carte, il est évident que les taux de croissance démographique permettent de faire rapidement une corrélation entre le faible taux d'urbanisation dans un pays, et une croissance annuelle plus rapide de la population urbaine ; plus une région ou un pays est encore fortement rural, plus sa mutation vers l'urbain est forte.

Aujourd'hui, chacun sait que la majorité de la population mondiale est urbaine, entre 51 et 53 % en 2012 (selon les sources : UN, 2013 ; WB, 2013). Mais ce taux s'établit aux environs de 80% lorsqu'il s'agit de l'Europe et des Amériques, alors qu'il est de 40% pour l'Afrique en 2010 et 42% pour l'Asie, (UN-Habitat, 2011), avec une croissance démographique urbaine de l'ordre de 3% annuels en Afrique et de 2,2% en Asie. Toujours selon les Nations Unies<sup>1</sup>, 86% de la croissance urbaine mondiale devrait s'opérer sur ces deux continents au cours des 4 prochaines décennies, avec des enjeux énormes en termes de développement humain et d'aménagement urbain, la population urbaine Africaine passant de 414 millions à quelque 1,2 milliard de personnes, celle d'Asie augmentant de 1,9 à 3,3 milliards.



**Source:** United Nations, 2006. *World Urbanization Prospects: The 2005 Revision*, Table A.6. New York: Population Division, Department of Economic and Social Affairs, United Nations.

<sup>1</sup> [http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=41722#.UgObRW0\\_itg](http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=41722#.UgObRW0_itg)

Figure: Average annual rate of change of the urban population, by region, 1950-2030

Ces enjeux prennent un caractère dramatique si l'on sait que croissance urbaine plus croissance économique, constatées sur les deux continents africain et asiatique, n'ont pas à ce jour réussi à juguler la précarité des conditions de vie de plus pauvres. Les citoyens démunis vivant dans des quartiers d'habitat précaire atteignent le milliard en 2007, et sont censés passer à près de 1,4 milliard en 2020 et 2 milliards en 2030 (UN-Habitat 2003 et 2007 ; Bolay 2011).

Les recherches urbaines, comme les solutions que les professionnels envisagent pour les villes des pays du Sud ne peuvent que tenir compte de ce contexte en pleine évolution : une pression démographique énorme et qui va se poursuivre encore longtemps, des nécessités impérieuses et urgentes à résoudre pour les populations concernées, des ressources financières et humaines limitées face aux investissements censés équiper et aménager de manière sûre et durable les villes du Sud. Dans une perspective holistique de l'urbain - à la fois sociale, économique et environnementale, mais également urbanistique, technique et architecturale - la question fondamentale tend à mettre en cohérence ces différentes dimensions, et établir des priorités sur des bases argumentées de façon réaliste, objectif central que peuvent partager chercheurs et professionnels de l'urbain.

## 2. Acteurs en mouvement, qui fait quoi, comment et pourquoi ?

A une vision bipolaire de la gestion urbaine démarquant décideurs politiques d'un côté, citoyens de l'autre, le concept de gouvernance urbaine, en vogue dès les années 1990, a permis de mettre en lumière, tant au plan théorique qu'en termes opérationnels, les différents acteurs agissant à la conception, l'aménagement, la maintenance et l'animation du territoire urbain, dans ses frontières politico-administratives et au-delà.

Comme l'énonce C. Jacquier (2008), ce concept, d'abord utilisé en management de l'entreprise, « désigne une action publique qui déploie des formes de partenariat public-privé afin de mieux intégrer les mécanismes du marché dans la gestion du territoire, met en jeu la construction de mécanismes de régulation des acteurs au sein des sociétés locales, s'articule et parfois s'oppose aux modes traditionnels de gouvernement centralisés, hiérarchisés, top-down, et promeut une approche fondée sur des réseaux d'action publique et des mécanismes de coopération intégrant une large diversité d'acteurs publics et privés, visant une coproduction de la ville, mais en négligeant souvent les références explicites aux mécanismes politiques de démocratie ».

Repris par les agences de coopération internationale, avec en tête la Banque Mondiale, la gouvernance a été affublée du qualificatif de « bonne » gouvernance. Deux termes reviennent de manière à mieux définir ce que la Banque Mondiale et d'autres instances internationales, à l'instar de UN-HABITAT, entendent par-là : participation et transparence (Pieterse, 2000), participation des acteurs impliqués dans ces processus de transformation de la ville (du Sud), gouvernements nationaux et locaux, entreprises, organisations de la société civile et communautés – ménages. Rien de vraiment nouveau sous le soleil, si ce n'est l'obligation d'analyser ces interactions dans des pays et des villes dans lesquels les mécanismes d'aménagement urbain et de représentation démocratique n'ont pas toujours été ou présents ou organisés de manière très cohérente, et ceci dans un contexte mondial marqué par deux tendances souvent en contradiction : la globalisation, avec toute la compétition qu'elle implique entre villes comme entre entreprises (Bolay, 2004), et la décentralisation, avec des conditions financières et politiques ne permettant pas toujours aux collectivités territoriales d'assumer leurs nouvelles responsabilités.

En résumé, nous pourrions synthétiser cela en soulignant les tendances lourdes qui ont fait progressivement évoluer le paysage urbain en Amérique latine, en Afrique et en Asie au cours de ces 30 dernières années :

Les villes bénéficient de marges de manœuvre plus étendues, même si elles n'ont pas toutes les ressources financières et humaines pour faire face aux nécessités; les organismes de coopération soutiennent plus aisément des actions, le plus souvent des investissements à caractère technique et matériel, si elles s'insèrent dans des politiques de renforcement de la gouvernance locale ; le partenariat public-privé, à géométrie très variable selon les villes, est une pierre angulaire de cette gestion renouvelée des territoires urbains ; les populations urbaines sont plus « naturellement » associées, directement ou à travers leurs organisations de base, aux décisions et à leurs applications, dans des configurations là également très variables (des travaux communautaires en Afrique aux « people's committees » des villes vietnamiennes, en passant par les budgets participatifs au Brésil).

### 3. Convergences (ou pas) entre perspective globale et actions sectorielles

L'éternelle interrogation sur la planification urbaine porte sur son utilité, en général, et son applicabilité pour les pays du Sud, en particulier (Vauquelin et Josse, 2010), devant très souvent faire le grand écart entre les visions (en général à long terme), les intentions (en général plus applicatives et à moyen terme) et les actions (plus directement dictées par l'urgence, des impératifs immédiats ou à plus court terme). Et les questions qu'elle implique la reconnaissance de ces trois temporalités de la planification soulignent la cohérence de la démarche dans son ensemble, et interrogent les connections envisageables dans le temps entre les acteurs qui en déterminent les dynamiques.

D'où le questionnement sur une convergence réelle ou souhaitée entre une perspective globale, penser et faire la ville dans sa totalité et sa complexité, et sa mise en œuvre par une série d'interventions qui ne peuvent être, dans les faits, que sectorielles et ponctuelles. Avec l'intention que, dans le meilleur des cas, tels les pièces d'un puzzle que l'on voudrait stable, ces éléments s'imbriquent les uns aux côtés des autres pour constituer un ensemble rationnel et structuré ... tout en sachant que la ville, par essence, est un projet en continuel mouvement, et truffé de contradictions et de luttes d'influence et de pouvoir.

L'émergence, dès les années 1980, de la planification urbaine stratégique dans une perspective prospective à long terme, marque un tournant dans la gestion des territoires, plus orientée vers des politiques publiques faites de coordination à différentes échelles, de pilotage et de processus (... donc de cheminements à négocier à plusieurs). Face au modèle classique de la planification, elle se veut plus ambitieuse (avec un projet de ville comme finalité), mais plus pragmatique par une capacité à évoluer dans sa programmation en tenant compte des opportunités comme des contraintes et des incertitudes, inclusive non seulement au plan social (tenant compte des communautés humaines marginalisées, très importantes quantitativement dans nombre d'agglomérations du Sud) mais également au plan économique (à travers la promotion du modèle PPP – partenariat public privé). Pour des questions idéologiques, mais également financières, les autorités urbaines chercheront moins à tout maîtriser (au risque de freiner, voire de bloquer des processus en cours) mais à mieux orienter les différents acteurs en place. Et ce autour des 3 axes constitutifs du « développement durable » : l'efficacité économique, l'équité territoriale, la préservation de l'environnement.

Durant ces années 1990, avec le soutien de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, une équipe socio-urbaine de l'EPFL et ses homologues en Argentine, Bolivie et Brésil mettaient en place dans ces trois pays des séminaires itinérants à la planification participative de l'habitat populaire en Amérique latine (Bolay et al, 1996) qui représentera officiellement la Suisse à la réunion des Nations Unies Habitat II à Istanbul en 1997. L'idée, dans cette mouvance, était de tester en situations réelles une manière plus intégrative de repenser la planification urbaine, tant au plan conceptuel et méthodologique que dans ses modalités d'application. En mettant autour de la table, dans des villes secondaires d'Amérique latine, des représentants des différents groupes urbains impliqués au niveau local (autorités politiques, administration locale, secteur privé, ONG, groupements communautaires, universitaires) travaillant à partir d'une problématique existante un exercice de diagnostic-réflexion-propositions. Et ceci en privilégiant d'abord les opérationnels et les

praticiens plutôt que les hauts dirigeants, dans des villes intermédiaires plutôt que dans les capitales nationales. Le but étant de rassembler une communauté d'intérêt qui se découvre hors des rapports de force, loin des conflits d'intérêts et des hiérarchies, créant au détour des 45 heures de formation, une culture commune de la planification participative et stratégique.

Cet exemple ne peut certes être simplement reproduit pour assurer, de manière répétitive et mécanique, une organisation plus appropriée de l'aménagement urbain. Des approches similaires ont marqué nos travaux à partir de l'EPFL, que ce soit au Vietnam, cherchant à établir à HCMV les liens entre la contamination des eaux et le développement de l'habitat précaire, ou en Amérique latine, visant à répondre à une question faussement simple sur le coût financier et social des améliorations environnementales en milieu urbain. D'autres exemples suivant une même approche pourraient être cités. Ils rejoignent cependant quelques éléments forts de l'évolution marquant la planification urbaine au cours des décennies récentes, donnant plus de voix aux différentes composantes de la société, redéfinissant les rôles et les interactions de chaque instance, de chaque groupe. Ils insistent aussi sur un élément que l'on a tendance à minimiser, et qui est primordial, à la fois pour passer de l'idée à l'action, ainsi que pour tendre à mieux assurer cette cohérence entre les différentes échelles d'intervention, qui est celui de la formation : mieux former les acteurs urbains à une vision plus ouverte et moins dirigiste de la planification, et aider les apprenants à s'éloigner d'un contingentement strictement sectoriel et fonctionnel, en favorisant la réflexion critique, l'échange et le partage d'expériences, la reconnaissance de la complexité et de la globalité dans des complémentarités constructives.

#### 4. Une recherche urbaine qui se cherche ? Pensée holistique et spécificités du Sud

Il faudrait certes beaucoup de temps – et beaucoup d'investigation de ma part - pour évoquer les différents thèmes qui ont marqué la recherche urbaine au cours des 25 dernières années. Sans vouloir projeter de ma propre expérience une vision par trop simpliste, je dirais que ce qui ressort à assez clairement à mes yeux se résume en trois axes :

- Les thèmes étudiés par les universitaires et autres centres de recherche sur l'urbain suivent d'assez près les tendances fortes qui ont marqué l'alignement des organisations internationales et des agences de coopération au cours des trois dernières décennies ;
- La grande majorité des chercheurs travaillant sur l'urbain dans le Sud se démarque singulièrement des travaux menés par les scientifiques occidentaux sur les villes européennes et nord-américaines, sans beaucoup de mixité, avec très peu de chercheurs faisant office de passeurs entre ces mondes ;
- Les disciplines privilégiées représentent un spectre qui passe des sciences sociales (géographie, sociologie, sciences politiques) à l'urbanisme, avec une incursion parfois dans l'architecture ; elles ignorent ou valorisent mal les dimensions technologiques et architecturales de l'habitat, et par extension de la ville matérielle (the built environment), constituant de fait une image renversée de la pratique professionnelle dans laquelle l'ingénierie et l'architecture sont le socle sur lequel s'opèrent les transformations urbaines.

Les thèmes étudiés au plan scientifique ont progressivement évolué, en simplifiant, passant d'une approche privilégiant la technique vers un focus prioritaire sur le social, et du simple vers le complexe. Au cours des années 80 et 90, de nombreuses monographies sont produites, souvent plus descriptives qu'analytiques. Et au-delà de ces essais, les questions abordées sont directement inspirées du processus d'urbanisation accélérée et des liens à opérer entre l'immigration urbaine, la pression démographique et les aménagements à opérer pour satisfaire les besoins, habitat, régularisation foncière, équipements collectifs, réseaux techniques. Ces questions, toujours en vigueur, perdent néanmoins de l'importance au profit des questions de management urbain, puis de gouvernance. Le politique et le socio-économique prennent le dessus sur les études techniques qui n'intéressent plus guère les chercheurs, même si elles continuent à alimenter les consultants et les entreprises en collaboration avec les autorités locales, renforcées par la décentralisation dans leur

rôle de décideur et de coordinateur de l'action publique. L'autre thème qui monte en puissance et ne cesse, aujourd'hui encore, à prendre du poids, est l'environnemental, par tout ce qui affecte la préservation des ressources naturelles et leur usage rationnel, et par extension, l'environnement construit et le patrimoine. La dimension écologique de la ville est désormais une référence admise, les travaux évoluent désormais vers l'impact des changements climatiques sur la ville et les mesures permettant à terme d'en diminuer les effets.

Cette dichotomie, recherche scientifique et pratique professionnelle, d'un côté, Nord-Sud de l'autre, doit être nuancée. La réalité est plus diverse et un rapprochement reste parfois possible, notamment à travers la formation. La compétitivité internationale et la recherche d'excellence ont de plus en plus souvent amené les professionnels de l'urbain à parfaire leurs connaissances par des formations ad hoc, voie royale par le doctorat, parcours plus ciblé par des cycles de formation continue, plus fréquents sur le marché des connaissances et plus ciblés sur tel ou tel aspect de l'urbain. Et il est probable que les MOOCs<sup>2</sup> (cours massifs ouverts en ligne et gratuits) représentent une nouvelle opportunité dans ce renforcement des compétences. Une réflexion faisant le lien entre les théories, les méthodes d'intervention et la pratique, se développe, inspirée par les travaux sur la recherche action et le rapprochement entre académiques et praticiens.

Une autre voie esquissant une pensée holistique émerge des grandes thématiques qui ont ancré recherche urbaine et pratiques professionnelles. C'est d'abord, dès le début des années 90, la grande question du « développement durable » (Sachs, 2008) et de sa déclinaison en « développement urbain durable » (Godard, 1996 ; Sachs, 1996 ; Bolay, 2004, 2012). Bien que soumis à de nombreux débats polémiques, ce « concept » a eu un effet rassembleur, apposant des mêmes critères d'identification (social, économique et environnemental), sans véritables coupures entre régions du monde, et les traduisant en lignes de conduites pour le monde professionnel.

La globalisation du monde, à travers les échanges économiques et l'innovation technologique, a également entraîné la recherche urbaine vers l'étude de phénomènes récurrents et contemporains des dynamiques planétaires, notamment par l'analyse du processus universel de métropolisation (Goldblum, 1988 ; Di Méo, 2010) et l'étude des villes « globales » (pour reprendre la terminologie de Sassen, 2001) qui réorganiserait en puissance et en compétition le réseau urbain mondial. Et c'est, comme déjà évoqué auparavant la mise en exergue, partout dans le monde, de la vision managériale de la ville - gouvernance urbaine, bonne gouvernance urbaine, management urbain, marketing urbain, partenariat public privé, etc. - par laquelle la convergence des acteurs viserait à rendre la ville plus efficace et aussi plus rentable, la faisant passer d'un centre de coût à un centre de profit, dans la droite ligne de la pensée néo-libérale en vogue depuis une bonne trentaine d'années également.

## 5. La recherche urbaine sur le Sud, un état de la question

Etat de la question ... question difficile, aurais-je tendance à dire. Et ce alors que le GEMDEV et ses associés sortent un excellent rapport faisant « le bilan prospectif de la recherche et de la formation en coopération urbaine en France », commandité par le Ministère des Affaires Etrangères. Exercice rare, il faut donc en féliciter l'initiative, et effectué avec rigueur et qualité par des personnes et des institutions reconnues et engagées de longue date dans le domaine.

En 2006 déjà, ce même Ministère des affaires étrangères sollicitait B. Michelin et moi-même pour évaluer le programme de recherche urbaine pour le développement (PRUD) (Michelon, Bolay, 2006). Plus limité dans ses objectifs, ce programme, tel qu'il ressortait de notre analyse, était attendu de longue date par les chercheurs et qu'une grande incertitude subsistait quant au futur de la recherche urbaine en coopération Nord Sud. 9 années après l'achèvement du PRUD, les buts de cette nouvelle évaluation sont plus ambitieux dès lors qu'il s'agit d'un bilan plus global, à la fois en recherche et en formation et qu'il se veut prospectif. Entre les deux, tel qu'il ressort du rapport, de nombreux projets

<sup>2</sup>

<http://moocs.epfl.ch/>

de tailles diverses, d'origines et d'organisations variées, ont été menés à bien, mais aucun programme structuré autour de cette thématique n'a vu le jour (GEMDEV et al, 2013). Depuis la création de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche), deux programmes ont eu en point de mire les pays du Sud et 5 autres abordent explicitement des questions urbaines. Mais au total, ce sont, à suivre les auteurs, 9 projets focalisés sur l'urbain Sud entre 2007 et 2012, ce qui est méritoire au plan scientifique, mais dérisoire au plan quantitatif. Et c'est donc désormais beaucoup plus de façon individualisée, à travers les thèses de doctorat (284 entre 2000 et 2011), ou à partir des institutions françaises de recherche à l'étranger (IRD en tête) que la problématique urbaine prévalant dans les pays émergents et en développement est interrogée. Et comme le concluent les auteurs « il existe une forte attente des praticiens, professionnels, experts et décideurs à l'égard de la recherche ; ... que les cloisons entre les deux sphères sont loin d'être étanches, ... et que le développement de l'expertise a multiplié les possibilités d'articulation ». Si je ne suis personnellement pas aussi sensible à la porosité entre le monde académique et le monde professionnel, cloisonnés dans des logiques et des temporalités totalement distinctes, je rejoins les auteurs lorsqu'ils affirment que « ce mouvement est aléatoire, et quasi artisanal, au gré des opportunités ».

C'est ce que je ressens depuis la Suisse, pays dans lequel les « spécialistes reconnus de l'urbain Sud » doivent se compter à une petite dizaine de personnes. Pour la plupart des chercheurs urbains, il s'agit d'un intérêt limité dans le temps, priorités académiques et obligations professionnelles faisant, ou très ponctuel, à côté de mandats plus rémunérateurs ou de recherches universitaires mieux valorisées au plan scientifique.

Cette appréhension circonspecte de notre réalité scientifique et professionnelle se teinte plus franchement de pessimisme lorsque l'on se penche sur la coopération au développement. La DDC, agence suisse de coopération au développement, spécialiste de longue date du rural et de l'environnement, s'était ouverte aux questions urbaines courant des années 80, principalement et avant tout par son implication durant presque 10 ans dans le projet de réhabilitation de la zone Nylon à Douala, aux côtés de la Banque Mondiale. Au milieu des années 2000, avec le départ de sa responsable, le secteur urbain disparaissait des priorités thématiques de cette agence<sup>3</sup>, sans qu'aucune des réformes qui ont ponctué cette institution au cours des 15 dernières années, ne fasse revenir les grands stratèges de la coopération sur cette décision. Argumentaire principal, beaucoup d'investissements en projets sont localisés en milieu urbain. Donc on agit, mais indirectement. En 1991, à la demande de la DDC, I. Milbert faisait une évaluation comparative internationale de la coopération urbaine au développement (Milbert, 1991). Globalement, au plan international, l'urbain représentait à l'époque entre 5 et 10% du total des investissements de la coopération bi- et multilatérale. La Suisse entrait dans cette fourchette. Plus aucune évaluation sérieuse n'a été faite, même si au cours des années 2000, la DDC évoquait que près de 30% de ses investissements opérés en milieu urbain (ce qui n'est bien évidemment pas la même chose !). En Suisse, les liens entre la coopération et les institutions de recherche sont plus que ténus dans ce domaine, et tiennent plus du hasard de l'agenda que de nécessités structurelles. On se rend compte, à l'examen des attributions budgétaires de la DDC, que seuls 5% de ses fonds (1,35 milliards d'euros annuels) sont alloués spécifiquement à la recherche et que de ce montant près de la moitié seulement va directement aux institutions académiques suisses et à leurs partenaires au Sud (les universités suisses ont l'obligation 1° d'avoir des partenaires Sud lorsqu'ils sont financés par la DDC pour une recherche, 2° d'octroyer au minimum 50% des fonds reçus à leurs homologues du Sud engagés dans un tel projet). L'autre moitié des financements de la coopération suisse pour la recherche est dirigée vers de grands programmes et autres institutions internationales de recherche. Les autres études menées par des chercheurs en Suisse sont financées par d'autres services thématiques ou géographiques de la DDC, à la demande de cette dernière, sans aucune diffusion de leurs travaux, ou à travers le Fonds National

<sup>3</sup> Voir les 15 numéros d'Urbanews, bon reflet des activités et réflexions urbaines de la DDC au cours des années (<http://cooperation.epfl.ch/page-9129-en.html>)

de la Recherche Scientifique (FNS), suivant les règles classiques d'un tel organisme pour l'attribution des fonds. L'urbain Sud est inexistant des appels d'offres thématiques.

A l'instar de l'ANC et de son programme « les Suds aujourd'hui », un accord entre le FNS et la DDC a permis le lancement d'un programme annuel au profit des scientifiques suisses et de leurs partenaires, R4D (research for development). Démarré il y a 2 ans, ce programme procure de 1 à 2 appels à projets par années, parfois thématiques (décidés unilatéralement par la DDC, en lien avec ses intérêts comme agence), parfois ouverts. Ils portent avant tout sur des thèmes à caractère social et sanitaire, et aucun des appels ne portera dans les années à venir spécifiquement sur l'urbain.

Une troisième institution a pris de l'importance au cours des 10 dernières années, le Secrétariat d'Etat à l'Education, formation et recherche. Il promeut, dans une perspective strictement scientifique, des collaborations bilatérales entre la Suisse et un certain nombre de pays émergents : actuellement, Inde, Chine, Brésil et Afrique du Sud. Dans le cadre de négociations avec les autorités scientifiques du pays partenaire, des thèmes prioritaires sont décidés, chaque pays s'engageant à financer ses propres chercheurs et leurs équipements (principe du matching fund). L'urbain est cité dans chacun des cas, mais aucun appel à projets conséquents n'a porté à ce jour sur cette thématique (~ 300.000 euros pour la partie suisse en 3 ans). Seuls ont été financés quelques petites actions préparatoires<sup>4</sup>.

Une maigre satisfaction a été l'intégration au sein d'un pôle de compétence nationale en science consacré aux changements globaux et au développement dans les pays du Sud de la composante urbaine, parmi les 7 lignes directrices retenues en 2000<sup>5</sup>. Courant sur 12 années et achevé fin 2012, ce pôle a permis à l'EPFL de développer son expertise socio-urbanistique dans ce cadre. Après 8 années, le laboratoire de sociologie urbaine se retirait de ce conglomerat (malgré quelque 500.000 euros annuels à se répartir avec ses partenaires du Sud !).

Je prendrai encore rapidement deux exemples européens permettant de confirmer les dimensions aléatoires et opportunes, telles qu'elles apparaissent de toute évidence en France comme en Suisse.

Le cas de la Belgique est intéressant, je ne me référerai à ce que je connais, soit les programmes gérés par la CUD (Commission Universitaire pour le Développement<sup>6</sup>) pour la Direction générale de la coopération au développement belge, au profit des universités francophones de Belgique. Chaque année ce sont près de 36 millions d'euros qui sont investis dans des projets de formation et de recherche au profit de ces universités et de leurs partenaires dans le Sud (un organisme semblable existe pour la partie flamande. Les moyens mis à disposition sont élevés en comparaison européenne (Bolay & Michelon, 2011) et l'organisation mise en place en dialogue avec les universités francophones tout à fait remarquable. Des doutes planent désormais sur la continuité de cette politique, dès lors que les financements de la coopération belge pourraient à l'avenir être financés directement par les régions.

Revenant sur l'urbain, l'expérience que j'ai eue de participer au cours des dix dernières années à la sélection et à l'évaluation de formations en Belgique et de projets de recherche et de renforcement institutionnel dans les pays partenaires ne m'a jamais confronté à une proposition portant d'une manière ou d'une autre sur la ville et son développement. Sans trop exagérer, il est possible d'affirmer que cette thématique n'a que rarement été mise en avant par des chercheurs belges dans le cadre de ces financements qui structurent la coopération scientifique Nord Sud dans le pays. Selon les informations reçues de la CUD, entre 2000 et 2014, il n'y a en tout et pour tout que 5 projets focalisés sur l'urbain, tous de chercheurs différents mais 4 provenant de la même Université Libre de Bruxelles.

---

<sup>4</sup> Dont un portant sur le logement social à Shanghai, dirigé par l'EPFL, à partir du Centre Coopération & Développement, en collaboration avec SJTU, sans grande perspective de continuité.

<sup>5</sup> <http://www.north-south.unibe.ch/>

<sup>6</sup> <http://www.cud.be/>

L'Union européenne est l'ultime référence dont je tirerai une réflexion. Je citerai deux exemples tirés de mon expérience d'évaluateur, l'une portant sur un programme de recherche urbaine internationale, l'autre sur les formations Erasmus Mundus permettant de financer entre partenaires européens avec des invités extra-européens des écoles doctorales et des programmes de master.

En 2009 était évalué l'appel à projets « Cities and Sustainable Development » qui portait spécifiquement sur les questions de durabilité urbaine et exigeait, au-delà des universités européennes, des partenaires dans un certain nombre de pays du Sud, Chine, Inde, Brésil, Pérou, entre autres, de manière à ce que les propositions puissent être examinées par une commission d'experts (dont je faisais partie). Sans entrer dans les détails des procédures d'évaluation, il faut savoir que, tenant compte des disponibilités financières, seul un projet parmi plus de 40 soumis à examen a pu être soutenu pour une période de 4 années. Composé de 7 centres de recherche, dont 3 Européens parmi lesquels un français, ce projet CHANCE2SUSTAIN<sup>7</sup>, avec plus de 3 millions d'euros s'avère, à ma connaissance, le seul projet abordant au sein du FP7 de manière frontale les questions urbaines dans les pays du Sud. En tant que tel, c'est un réseau de haute qualité et amené à délivrer des résultats d'un grand intérêt. Dans le cadre d'une dynamique européenne et mondiale, on ne peut que constater que c'est, en quelque sorte, une exception dans un environnement privilégiant la collaboration internationale scientifique et technologique, mais dans lequel, une fois encore, les spécificités urbaines du Sud demeurent en marge.

Le deuxième exemple récent date de 2012, par ma participation au pool d'experts européens mis en place pour évaluer les propositions de consortiums universitaires visant la mise en œuvre de nouveaux cursus de formation « Erasmus Mundus » en partenariat intra et extra-européen ouverts sur des problématiques de tous types. Au total, plusieurs centaines de propositions de masters et de doctorats dans tous les domaines scientifiques possibles ont été remis. La sélection faite de l'ensemble de ces projets a abouti à la mise en place ou la poursuite dès 2014 de 139 masters et 42 doctorats « Erasmus Mundus »<sup>8</sup>, parmi lesquels se distinguent 4 masters portant sur le territoire, dont un seul, « Unica euromaster in urban studies », aborde spécifiquement la ville, et sans faire aucun cas, pour le moins dans son introduction, aux pays émergents et en développement<sup>9</sup>. Il n'y a aucun doctorat « Erasmus Mundus » portant sur l'urbain.

Pas plus que lors des références faites aux trois pays cités préalablement, la France, la Suisse, la Belgique, mes propos sur la recherche urbaine européenne n'ont pas de prétention à l'exhaustivité et à une analyse rigoureuse fondée scientifiquement. Le temps imparti ne le permettait pas. Ils permettent néanmoins de tirer quelques éléments de réflexion que je développerai au final.

## 6. Sans conclusion, des pistes pour le futur de la recherche urbaine Nord Sud

Le bilan, que je tire de cet examen de la recherche urbaine Nord Sud, développée au cours de ces dernières décennies en Europe, est pour le moins mitigé, à partir de mon expérience et de l'analyse de ce que je connais des initiatives mises en place au cours des 20-30 dernières années en Europe.

Il l'est pour plusieurs raisons et représente, pour moi, un vrai sujet de réflexion, voire d'inquiétude, cherchant à comprendre le pourquoi de cette évolution, sans avoir la prétention de tout expliquer et d'avoir obligatoirement raison sur un sujet qui, au final, oserais-je le dire, n'intéresse pas grand monde en Europe, hors du petit cercle des spécialistes, qu'ils soient chercheurs universitaires, experts consultants, ou managers d'institutions de coopération au développement.

Une première remarque liminaire : Depuis les années 1980, une tendance forte est venue « réunifier le monde » autour de valeurs partagées par la majorité des décideurs économiques et politiques, et qui, nées d'une vision néo-libérale du monde, se sont traduites en actions qui ont fondamentalement

<sup>7</sup> <http://www.chance2sustain.eu/7.0.html>

<sup>8</sup> [http://eacea.ec.europa.eu/erasmus\\_mundus/results\\_compendia/selected\\_projects\\_en.php](http://eacea.ec.europa.eu/erasmus_mundus/results_compendia/selected_projects_en.php)

<sup>9</sup> <http://www.4cities.eu/>

changé les règles du jeu. Dans un environnement toujours plus globalisé, les nouvelles règles du jeu ont plus favorisé la compétition et la concurrence que la coopération et la collaboration : Ouverture des marchés, technologies innovantes, migrations des élites, partenariat public privé, association entreprise université, autant de facteurs qui impriment nos actions actuelles et futures, que l'on partage ou pas les valeurs et l'idéologie qui les sous-tendent.

La seconde remarque tient au constant qu'aucun secteur n'échappe à cette vague de libéralisation non seulement du commerce, mais également de la pensée et de la coopération internationale. Les universités européennes se réforment à l'aune de décisions unificatrices réformant les cursus (bachelor, master, PhD -> 3-3-3), les contenus pédagogiques et leur évaluation, les échanges scientifiques. Et ... plus important, les règles d'octroi financier. Qui reçoit combien, d'où, sur la base de quels critères. Sans entrer dans une stérile polémique sur le sujet, il est certain que les jeunes chercheurs des années 2000-2020 sont confrontés à des enjeux autrement plus contraignants que ne l'ont vécus les générations précédentes. Leur parcours va dépendre de facteurs très précis de valorisation scientifique (articles publiés dans des revues référencées anglo-saxonnes, pour faire simple), de succès financiers (fund raising) et de networking (academic ranking). L'international est mis en exergue, mais il l'est dans une approche très individualiste, fortement scientifique, et hautement élitiste. La coopération Nord Sud, en tant que telle, ne fait pas partie des domaines de prédilection de cette lutte d'excellence entre élites scientifiques mondiales. Et les grands courants qui mobilisent décideurs financiers et scientifiques n'intègrent l'urbain que dans une très moindre mesure, plus souvent comme contexte environnant que comme sujet central. Sur un ton « narquois », on pourrait se demander ce que représentent pour l'avenir de la science planétaire, la régularisation des quartiers d'habitat précaire et la planification urbaine en Afrique et en Asie face aux colossaux investissements favorisant la compréhension du cerveau, la lutte contre les maladies dégénératives, les nanotechnologies, les nouveaux matériaux composites industriels, les technologies de la communication, voire, plus proches de nos préoccupations, les changements climatiques et leur impact environnemental.

Il nous faut reconnaître que, spécialistes de l'urbain, nous ne sommes pas au centre du jeu, ni scientifique, ni économique, ni international, et que cette centralité, hier encore de peu d'importance dans les institutions universitaires, peut aujourd'hui avoir des conséquences notables sur l'avenir de filières, de domaines, et donc des carrières, des connaissances et des savoir-faire. Et partant de la coopération scientifique.

Le monde professionnel, que je côtoie, mais dont je connais moins bien les « questions existentielles », est lui aussi affecté de plein fouet. Exemple anodin, comment encenser la libre entreprise et la concurrence pour se retrouver en compétition lors d'appels d'offre avec d'excellents confrères, qui, selon leurs origines extra-européennes, peuvent avoir des exigences financières trois à quatre fois moins élevées qu'en France ou en Grande Bretagne, sans parler de la Suisse où un consultant lambda va vous parler de 1200 euros/jour comme un tarif minimal à partir duquel on peut commencer à parler (coût de la vie oblige !!!). Tout cela entraîne des recompositions, la valorisation des acquis, mais aussi des négociations sur les prestations et leur coût, sensiblement à la baisse ces dernières années sous pression étrangère. Avec un risque avéré pour les consultants et les villes qui les mandatent d'aller vers des propositions toujours plus succinctes, des solutions toujours plus répétitives, pour des collectivités urbaines traversées elles aussi par les courants unificateurs de la globalisation, mais se retrouvant également de plus en plus en concurrence nationale et internationale ... se différencier, se distinguer pour rester ou devenir attractives aux yeux des citoyens et des investisseurs privés, nationaux et internationaux (Bolay, Rabinovich, 2004).

Ces quelques remarques contextuelles étant faites, j'émettrai encore quelques commentaires devant nous aider à mieux configurer le futur de la recherche urbaine dans les pays émergents et en développement, en lien avec les besoins avérés des villes du Sud, en collaboration avec les professionnels du secteur :

- En France, comme ailleurs en Europe et dans le monde, la recherche urbaine en général, et encore plus celle focalisée sur les villes du Sud, représente « une niche » plutôt qu'un secteur de poids dans les priorités d'intérêt du monde universitaire, très aléatoire car peu valorisée au plan scientifique et fortement dépendante de financements de tiers. Cela se répercute par un nombre très réduit de recherches financées par des fonds externes, peu de publications référencées au plan international et une très faible médiatisation des contenus et des résultats acquis, hors des cercles restreints de spécialistes.
- Cette marginalité des études sur « l'urbain en développement » se retrouve dans le monde professionnel en Europe, pour lequel les villes du Sud ne constituent que très rarement « leur fonds de commerce », mais au mieux un appendice à des travaux d'abord centrés sur le local, le national puis sur l'europpéen, plus facilement finançables, avec le risque que les interventions en pays en développement se raréfient, et tendent à reproduire des schémas occidentalocentristes répondant mal aux exigences du Sud.
- La recherche urbaine sur les villes du Sud, dans beaucoup d'universités européennes, reste encore trop souvent marquée par le mandarinat académique et les liens de hiérarchie institutionnelle, faisant peu cas de la collaboration scientifique avec des homologues des pays d'intervention, offrant, dans le meilleur des cas, des places de stagiaire ou de doctorant à des jeunes venant de pays en développement, mais sans véritablement favoriser une coopération institutionnelle internationale. Elle s'avère ainsi peu en mesure de se distinguer dans le cadre des appels d'offre européens et internationaux qui exigent la constitution de consortiums de haute reconnaissance scientifique.
- La recherche urbaine est fortement inspirée par les sciences sociales, l'urbanisme et l'architecture mais reste généralement totalement déconnectée des sciences de l'ingénieur sauf de manière purement fonctionnelle (expertise dans la construction de bâtiments, p. ex.) ou dans quelques domaines spécifiques, tels que les transports ou la contamination environnementale, pour lesquels ces compétences scientifiques apparaissent indispensables.
- La coopération internationale a balisé les questions urbaines dans quelques institutions ou réseaux internationaux dont l'empreinte est reconnue (UN-Habitat, Banque Mondiale, Cities alliances, p. ex.) sans que cela ne se répercute dans la plupart des agences bilatérales et des organismes internationaux comme un domaine prioritaire d'investissement.
- Face à ce constat marqué de pessimisme, deux éléments viennent contrecarrer cette vision et laissent augurer de possibles changements très positifs à l'avenir :
  - o premièrement les étudiants dans les universités européennes (dont beaucoup d'extra-européens) sont très fortement intéressés par l'architecture, l'urbanisme, et plus généralement par les questions urbaines, intérêt qui va au-delà des frontières continentales et porte aussi son regard sur la complexité qu'affrontent les pays du Sud en matière d'urbanisation ;
  - o secondement les compétences en recherche urbaine et au plan professionnel sont de plus en plus évidentes dans nombre de pays émergents et en développement (c'est très évident en Amérique latine, et commence à l'être en Afrique du Sud, en Chine et dans d'autres pays asiatiques, Inde et Vietnam pour ce que je connais, et progresse dans plusieurs pays africains), véritable moteur à terme pour des recherches d'un autre type, plus internationales, tirant la leçon de ce qui se fait de mieux des travaux menés partout sur la planète.

Quelques lignes de conduite peuvent nous guider vers des changements prenant mieux en compte les nécessités d'une amélioration de la situation qui prévaut dans la plupart des villes du Sud, et partant les besoins de compréhension des dynamiques en cours :

- La recherche urbaine sur les villes du Sud doit être pensée dans une perspective interdisciplinaire, associant à l'urbanisme et à l'architecture, les contributions de différentes sciences sociales (économie, droit, sciences politiques, géographie, sociologie, entre autres) et des sciences de l'ingénieur (ingénierie civile, environnement, transports, réseaux, SIG, etc.) de manière à mieux

appréhender la réalité urbaine dans un processus accéléré de transformation, pour en saisir les tenants et aboutissants.

- La recherche urbaine visant une contribution à une transformation effective à terme des villes du Sud sera inmanquablement transdisciplinaire, associant les chercheurs aux acteurs urbains (décideurs, entrepreneurs, associations, etc.) dans la définition des enjeux, dans l'identification des demandes sociales, des priorités en tenant compte des ressources disponibles, de manière à guider les travaux scientifiques vers des questions dont la résolution servira, au-delà des apports théoriques, d'aide à la décision.
- Une recherche urbaine novatrice doit favoriser des projets ambitieux à caractère institutionnel, à partir d'équipes scientifiques, de laboratoires, d'unités en collaboration interuniversitaire et internationale, abordant l'ensemble de la complexité des contextes analysés, de manière à mieux insérer les travaux individuels (doctorats en tête) dans un ensemble qu'ils enrichiront dans ses contenus et dans sa cohérence.
- Abordant des questions brûlantes d'actualité dans beaucoup de villes de pays en développement, complexes dans leur histoire et leurs déterminants, il est impératif que la recherche urbaine, dans un souci de transfert et de partage, privilégie un cadre de coopération internationale dans lequel des institutions académiques des pays d'intervention et les chercheurs qui les animent, soient associés dès la conception à ces travaux scientifiques et à leurs déclinaisons stratégiques et opérationnelles.
- Les chercheurs sont conscients de la gravité des sujets abordés, en termes d'aménagement du territoire, d'organisation sociale, de gouvernance politique et de régulation environnementale. Ils sont sensibles à la place très modeste qu'occupent les questions urbaines Sud dans les agendas, tant de la recherche européenne, que des institutions publiques qui financent la science, d'un côté, la coopération au développement de l'autre. En conséquence de quoi, il s'avère toujours plus impératif que les chercheurs urbains s'associent entre eux, au plan national éventuellement (pour des raisons de lobbying politique), mais surtout aux niveaux européen et international, pour représenter une force mobilisatrice (ainsi que N-Aerus<sup>10</sup> a tenté de le faire depuis près de 20 ans au plan européen, mais dont les objectifs devraient être redéfinis) et un instrument de conquête, au plan financier, par obligation, au plan scientifique, par souci d'excellence, au plan du développement, car c'en est la finalité.

#### Bibliographie sélective

Bolay J.-C., "What sustainable development for the cities of the South? Urban issues for a third millennium", International Journal of Urban Sustainable Development, Vol. 4 issue 1, 2012, pp 76-93. (<http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/19463138.2011.626170>).

Bolay J.-C., Michelin B. et al (2011). Evaluation du programme "Coopération pour la recherche universitaire et scientifique" CORUS 1 (2001-2008; Synthèse du rapport. Evaluation 2011 N° 115. Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats ; Ministère des affaires étrangères et européennes, République française, Paris. ([www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/115\\_Corus\\_BAT\\_BD.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/115_Corus_BAT_BD.pdf))

Bolay J.-C., Rabinovich A. (2004). Intermediate cities in Latin America, risks and opportunities of coherent urban development. In Cities, The International Journal of Urban Policy and Planning, Volume 21, issue 5, pp 407-421, Nov. 2004.

Bolay J.-C. (2004). World globalisation, sustainable development and scientific cooperation. In International Journal of Sustainable Development, volume 7, 2004, Wolverton Mill, UK.

<sup>10</sup>

<http://www.n-aerus.net/web/index.htm>

Bolay J.-C., Kullock D., Cruz M., Meira M. E., Bolivar T. (1996). *New Opportunities : Participating and Planning*. Lausanne et Caracas : EPFL, FPH, Universidad Central de Venezuela.

Di Méo Guy (2010). La métropolisation. Une clé de lecture de l'organisation contemporaine des espaces géographiques. In *L'Information géographique* 2010/3 (p. 23-38).

GEMDEV, IRD, ESA (2013) Bilan prospectif de la recherche et de la formation en coopération urbaine en France. Paris : GEMDEV.

Godard, O. (1996) "Le développement durable et le devenir des villes, bonnes intentions et fausses bonnes idées" *Futuribles* n° 208, Paris.

GOLDBLUM C. (1988). *Métropoles de l'Asie du Sud-Est: stratégies urbaines et politiques du logement*. Paris : L'Harmattan.

Vauquelin Zoé, Josse Guillaume, sous la direction de, (2010). *La planification urbaine stratégique est-elle utile au Sud ?* Paris : AFD.

Edgar Pieterse (2000). *Participatory Urban Governance. Practical Approaches, Regional Trends and UMP Experiences*. Nairobi : UNCHS.

Jacquier Claude (2008). La gouvernance urbaine: Entre complications et complexités, comment s'orienter. Colloque « Vers une Nouvelle Gouvernance des Territoires » organisé le 15 septembre 2008 Urban-Logement au Parlement Européen

[http://www.google.ch/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CC4QFjAA&url=http%3A%2F%2Furbact.eu%2Ffileadmin%2Fcorporate%2Fpdf%2Fnews%2F080915\\_Communication\\_Reims.doc&ei=0qQEUsXjOISK4wS93IHwDw&usg=AFQjCNF1HXOiwcxW5NCStx0zAQS1kT5veg&bvm=bv.50500085,d.bGE](http://www.google.ch/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CC4QFjAA&url=http%3A%2F%2Furbact.eu%2Ffileadmin%2Fcorporate%2Fpdf%2Fnews%2F080915_Communication_Reims.doc&ei=0qQEUsXjOISK4wS93IHwDw&usg=AFQjCNF1HXOiwcxW5NCStx0zAQS1kT5veg&bvm=bv.50500085,d.bGE)

Michelon B., Bolay J.-C. (2006). Programme de recherche urbaine pour le développement. Evaluation finale du projet mobilisateur. Paris et Lausanne : MAE et Urbaplan.

Milbert Isabelle (1991). *Coopération et développement urbain: analyse résumée des politiques des agences de coopération bi- et multilatérales*. Genève : IUED.

Sachs Ignacy (2008). *La Troisième Rive. A la recherche de l'écodéveloppement*. Paris : Bourin.

Sachs Ignacy (1996) *Quelles villes, pour quel développement?* Paris : PUF.

Sassen Saska (2001). *The global city*. New York, London, Tokyo Princeton, N.J. : Princeton University Press.

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2013).

World Population Prospects: The 2012 Revision, Highlights and Advance Tables Working Paper No. ESA/P/WP.228.

[http://esa.un.org/unpd/wpp/Documentation/pdf/WPP2012\\_HIGHLIGHTS.pdf](http://esa.un.org/unpd/wpp/Documentation/pdf/WPP2012_HIGHLIGHTS.pdf)

World Bank : <http://donnees.banquemondiale.org/theme/developpement-urbain>

[http://www.unhabitat.org/downloads/docs/GRHS2011\\_Full.pdf](http://www.unhabitat.org/downloads/docs/GRHS2011_Full.pdf)